



Syndicat National **Force Ouvrière**
des Finances Publiques

Section d'Ille-et-Vilaine

**AUDIENCE DES SYNDICATS DE LA DRFiP35
AVEC LE DIRECTEUR GENERAL LE 23 AVRIL 2015**

Le Directeur Général réunissait ce 23 avril les Directeurs départementaux et régionaux des Finances publiques de l'inter-région à Rennes. Il a ensuite visité le CFP de magenta très peu de temps avec les agents, la DIRCOFI Ouest et le PIAA .

Il a demandé à rencontrer ensuite les représentants du personnel de la DRFiP et de la DIRCOFI. La démarche a été annoncée aux syndicats lundi soir seulement. la rencontre n'a duré que 40 minutes chrono.

Les représentants du personnel ont remis une déclaration unitaire dont copie jointe, axée sur les actions menées en intersyndicale contre les suppressions d'emplois (boycott CTL emplois de janvier) puis contre la réduction des horaires d'ouverture des trésoreries et services de la DRFiP.

En réponse, le Directeur Général a déclaré :

- les suppressions d'emplois résultent de la loi de Finances, elles sont indépendantes de la démarche stratégique
- on s'emploie à l'appel du maximum des listes complémentaires, en fonction des pronostics de départs en retraite communiqués par les contrôleurs budgétaires en région,
- Certaines mesures sont salubres pour les services publics et les conditions de travail,
- j'assume la dématérialisation, même tous azimuts
- on a expérimenté les fermetures sur certaines plages horaires et constaté qu'il n'y a pas de transfert mécanique vers d'autres plages !
- On veut que l'usager choisisse le vecteur d'échange qui lui convient le mieux.
- **il n'y a pas de plan pluriannuel de réorganisation du réseau! les propositions locales remontent à la Direction Générale puis sont ou non reprises dans des plans annuels.**

FO n'a pas été surpris, le discours du Directeur Général ressemble à celui du Directeur Régional sauf sur le dernier point, puisque le Directeur Régional déclare depuis un moment qu'il a consigné de ne pas divulguer ce plan pluriannuel... qui n'existerait finalement pas...

FO a interrogé sur la régionalisation, la création des futures « grandes régions », donc la mise sous tutelle des préfets de notre administration et la mise en cause du service public républicain. Le Directeur a répondu : « **rassurez-vous, vous ne passerez pas sous tutelle des préfets** ».

Quand FO affirme que l'Etat se désengage, le Directeur Général répond : « non, il se réorganise ! »

FODGFIP35 est intervenu sur plusieurs sujets :

- **l'arrêt du développement de Neptune V2 (applicatif pensions)** sans explication de la Direction Générale. Cette version devait améliorer l'ergonomie du travail dans les centres de gestion service retraite.
- **l'emploi précaire qui se généralise** : vacataires au CER et ailleurs au fur et à mesure des suppressions d'emplois, ALD, détachés.
- **la multiplication des plate-formes téléphoniques** (TCA et CGSR) aux conditions de travail dégradées,
- **l'insécurité qui augmente** : la manifestation équitaxe -devant le CFP de Rennes magenta, avec dépôt de fumier dans l'entrée du site est dans les mémoires, de même que le refus de recharger les badges des agents du CFP de Saint Malo quand ils ont écourté leur journée de travail, partant avant arrivée éventuelle de manifestation d'agriculteurs (nous tenons à rappeler les dégradations des CFP de Saint Renan, Questembert et Morlaix lors de manifestations qui génèrent de l'insécurité?).
- **le non-remplacement de l'infirmière** partie en retraite en juin 2014

Le Directeur Général a déclaré qu'il doit se ré-informer sur le sujet de l'abandon de Neptune V2 pensions.

Faute de temps, il n'a pas répondu aux autres questions et a dit que la plupart de nos sujets étaient débattus lors des groupes de travail nationaux. Peut-être ces questions dérangent-elles?

Nous continueront à rappeler nos revendications légitimes jusqu'à leur satisfaction.

La réunion du Comité Technique Local du 5 mai prochain portera sur la formation professionnelle, le budget, la campagne IR et l'évolution de la gestion dématérialisée des pensions de l'Etat.

FODGFIP35 y réaffirmera l'urgence de cesser cette politique d'austérité destructrice de nos services publics et des droits des salariés.

Rennes, le 24 avril 2015.

Catherine LE GUENNEC
Jean-Michel SEMPÈRE